

Tranches de vies...

■ **Guy Dupont, 53 ans, VAT en 1968-69 à la mairie de Saint-Denis, aujourd'hui directeur général du groupe Bourbon.** Il est devenu en 1970 secrétaire général des services de la première commune de l'île. Avant de prendre en 1982 la tête des services du Département puis de la Région en 1989. Une connaissance des rouages administratifs qu'il met, depuis 1993, au service de Jacques de Chateaufieux.

Contrairement à la légende, **Jean-Pierre Fourtoy, 58 ans,** et directeur général des services du conseil régional, n'a jamais été VAT à la Chambre de commerce - ni nulle part ailleurs. Il avait été recruté par celle-ci en 1965 comme conseiller commercial.

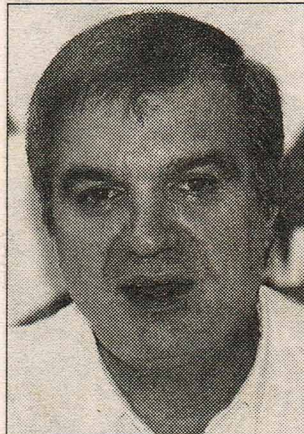


■ **Bernard Lenfant, 54 ans, VAT à la chambre de commerce et d'industrie (syndicat patronal du bâtiment) en 1969-70.** Il est aujourd'hui PDG de l'entreprise de travaux publics SBTPC et directeur pour l'océan Indien de la Sogéa, président (suspendu) du conseil d'administration de la Caisse générale de la Sécurité sociale, gérant ou administrateur de nombreuses autres entreprises et président d'associations...

■ **Philippe Guillot (47 ans), VAT enseignant au lycée Roland-Garros du Tampon entre 1975 et 1977, aujourd'hui professeur agrégé de sciences économiques et sociales à l'IUFM de la Réunion, responsable du département sciences économiques et sociales.**

"Je suis arrivé début septembre 1974, quelques jours seulement avant la rentrée scolaire. A l'époque, certains Boeing étaient remplis de VAT. Nous n'étions qu'une quarantaine, tous destinés à l'enseignement. J'avais fait ce choix après avoir refusé les EOR (élève officier de réserve), par antimilitarisme. J'avais choisi la Réunion parce que c'était le plus peuplé des Dom, donc j'avais plus de chance d'avoir un poste. J'avais mis les Comores en deuxième choix. Elles sont devenues indépendantes quelques semaines plus tard. Au ministère de l'Outre-mer, rue Oudinot, on nous a donné des

directives, 500 francs et après plus de paye pendant deux mois ! On s'est mis à trois donc pour louer une case. J'ai appris à Gillot que j'étais nommé professeur d'économie au Tampon. Heureusement que des profs anciens VAT sont venus nous chercher en voiture. Comme on n'était pas bien payé - quelque chose comme 2 600 francs par mois, en francs CFA, ça faisait exotique -, on s'est mis en "communauté", bien involontairement. C'est une expérience que je ne recommande à personne... A part ça, je ne vivais vraiment avec d'autres VAT, j'avais plutôt la préoccupation de me fonder dans la population : j'ai épousé une Réunionnaise, j'ai joué au foot dans l'ancêtre de la Tamponnaise. On me regardait comme un être bizarre : un prof de lycée - c'était une institution - jouant au ballon ! (...) Roland-Garros était une énorme usine, les VAT composaient une grande partie des 230 enseignants. L'île manquait de professeurs, on en faisait venir des wagons entiers de métropole. Dans ma discipline, il n'y avait aucun titulaire, je n'avais pas de manuels alors que j'enseignais au 2nde et aux 1^{er} G les sciences économiques et sociales, la sociologie, l'économie d'entreprise, le droit civil et commercial ! Les VAT étaient vraiment considérés comme des bouche-trous. D'un autre côté, cette génération de "soixante-huitards" a changé les mentalités de l'île. Ils ont apporté une liberté d'expression, d'opinion dans l'école qui n'existait pas. J'ai ainsi animé le journal "Sûrement pas !" du lycée Leconte-de-Lisle (où j'ai été nommé après mon vatriat) qui a été à l'origine de plusieurs polémiques..."

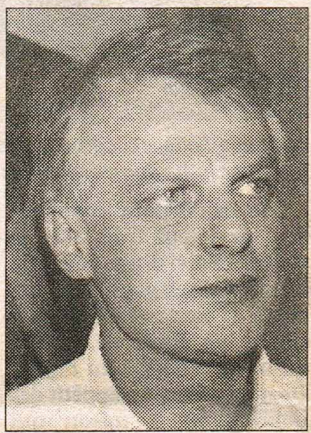


■ **Camille Sudre, 50 ans, VAT médecin affecté en 1975 au Centre psychopathologique de Saint-Denis, aujourd'hui premier vice-président du conseil régional de la Réunion.**

Il préparera durant son vatriat une thèse de doctorat consacrée à l'"hallucinoïse" des buveurs de rhum et présentée en métropole. Il revient à la Réunion pour s'installer comme médecin généraliste et ouvre le Centre médical de Mont-

gaillard. S'oppose au Conseil de l'ordre des médecins, crée un mouvement, L'Union des Jeunes Médecins, relayé par un périodique contestataire Le Saisissement. Il milite dans le même temps à Amnesty International et participe à la création de la section nationale de Maurice, avant de créer Radio puis Télé Free Dom. Et d'entamer une carrière politique...

■ **Jacques Thibier, VAT responsable de l'IAE en 1973-74, aujourd'hui directeur de la SHLMR (Société des habitations à loyer modéré de la Réunion).**



■ **Alain Tissier, 48 ans, VAT assistant à l'IAE (Institut d'administration des entreprises), aujourd'hui directeur de la Semir (Société d'économie mixte pour l'industrialisation de la Réunion).**

"Je suis arrivé en septembre 1975. L'université de la Réunion n'existait pas encore. Mais il y avait une antenne de l'IAE d'Aix-en-Provence - où je venais de finir une maîtrise d'économie - qui avait besoin d'un assistant. On m'a proposé de faire mon service comme VAT à la Réunion. Je ne parlais pas en terre totalement inconnue puisque j'avais plusieurs amis étudiants réunionnais à Aix. J'étais venu pour 16 mois. Et puis j'ai été séduit par le pays : pas par le soleil - je venais du Sud -, mais par les gens que j'ai cotoyés. J'étais en contact à l'IAE avec beaucoup de responsables d'entreprises. J'ai eu ensuite une opportunité pour entrer dans l'organisation patronale Colier, où j'ai été secrétaire général adjoint jusqu'en 1985. Puis j'ai occupé le poste de directeur des affaires économiques au conseil général, avant de prendre la tête de la Semir en 1993. Les VAT arrivés dans les années 1970 qui sont restés à la Réunion ont eu une chance extraordinaire : on était des gamins qui bénéficiaient d'une totale confiance de la part des grands patrons. Ça a été une opportunité pour ceux qui avaient vraiment envie de s'investir pour l'île : c'étaient les années fastes pour la Réunion. On avait l'impression de ne pas être bridés, de pouvoir prendre des responsabilités. C'est peut-être ce qui a changé aujourd'hui."